



MAI 2019

# POUR UNE PRESSE PLUS LIBRE, PLUS DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

Par Kevin Brookes et Patrick Déry

Les derniers rapports sur la liberté de presse sont inquiétants. Celle-ci a décliné au cours de la dernière décennie et 54 journalistes sont morts dans l'exercice de leurs fonctions rien que pour la seule année 2018<sup>1</sup>. Plusieurs facteurs expliquent le niveau de liberté de la presse d'un pays donné : la nature du régime politique, son niveau de développement ou la présence de conflits armés sur le territoire, par exemple<sup>2</sup>. Un autre facteur important et trop souvent négligé est son degré de liberté économique.

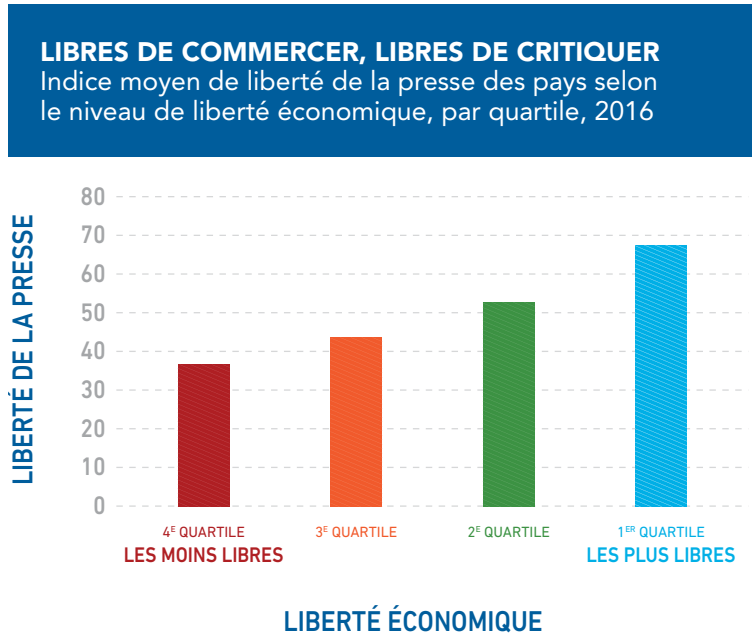
### ACHETER ET VENDRE DES IDÉES

La liberté économique suppose de pouvoir choisir parmi des biens et des services et d'échanger volontairement<sup>3</sup>. Le libre marché, en garantissant la séparation entre les pouvoirs économique et politique, assure notamment la liberté d'expression : il permet la concurrence entre des acheteurs et des vendeurs d'informations et d'idées diverses<sup>4</sup>.

Plusieurs aspects de la liberté économique tendent à fournir aux journalistes des conditions qui leur permettent de s'exprimer librement. On peut penser par exemple à la liberté d'entreprendre, et donc de faire concurrence aux autres médias. Cela permet d'éviter que l'État ou certains groupes d'intérêts proches du pouvoir ne prennent le contrôle de la presse. L'ouverture au commerce international tend aussi à limiter le contrôle d'un groupe restreint sur l'opinion dans un pays<sup>5</sup>.

La comparaison entre les données provenant de deux classements annuels, soit l'*Economic Freedom of the World* et le *Freedom of the Press*<sup>6</sup>, permet de constater qu'une plus grande liberté économique s'accompagne généralement d'une plus grande liberté de presse<sup>7</sup>.

Figure 1



**Note :** L'échantillon comprend 162 pays pour lesquels les données étaient disponibles pour les deux indicateurs.

**Source :** James Gwartney, Robert Lawson, Joshua Hall et Ryan Murphy, *Economic Freedom of the World: 2018 Annual Report*, Institut Fraser, septembre 2018; Freedom House, *Freedom of the Press 2017: Press Freedom's Dark Horizon*, avril 2017.

La Figure 1 montre par exemple qu'en 2016, les pays où la liberté économique était la plus importante (le quartile supérieur), présentaient en moyenne un score de liberté de presse presque deux fois plus élevé que les pays les moins libres économiquement (68 contre 37). Autrement dit, plus les pays adoptent des politiques publiques laissant libre cours au marché, plus leur presse est susceptible d'être indépendante du pouvoir.

### LE POINT COMMUN DES « CHAMPIONS »

Qui sont les champions en matière de liberté de presse? Parmi les 20 premiers, on compte essentiellement des pays d'Europe : la Norvège, les Pays-Bas et la Suède forment le podium<sup>8</sup>. Le Canada se trouve quant à lui au

13<sup>e</sup> rang<sup>9</sup>. Le point commun de tous ces pays, à une exception près<sup>10</sup>, est de garantir un degré élevé de liberté économique. Si on regarde le portrait plus global, 86 % des pays dont la presse est considérée comme « libre » dans le *Freedom of the Press* sont dans le premier ou le second quartile en ce qui a trait à la liberté économique, telle que mesurée par l'*Economic Freedom of the World*.

À l'inverse, sur les 20 pays où la presse est la moins libre, 17 sont soit dans le 3<sup>e</sup>, soit dans le dernier quartile de la liberté économique<sup>11</sup>. De façon générale, la grande majorité des pays qui présentent un faible niveau de liberté de presse offrent aussi moins de liberté économique<sup>12</sup>.

Bien sûr, la liberté économique ne constitue pas en soi une condition suffisante pour assurer la liberté de presse. Certains pays libres économiquement n'ont pas une presse libre; on peut penser notamment à Singapour ou au Bahreïn. Dans l'ensemble, il demeure qu'une plus grande liberté économique est généralement associée à une plus grande liberté de presse.

Des pays d'Amérique du Sud comme la Bolivie, le Venezuela, ou l'Argentine, qui se sont enlisés dans des politiques économiques interventionnistes, ont mis en péril l'indépendance de leur presse, parfois même sciemment et par des interventions directes. Pendant ce temps, certains pays d'Afrique qui ont libéralisé leurs économies ont vu la liberté de presse y progresser, petit à petit.

Enfin, outre leur effet sur la liberté de presse, des politiques publiques qui favorisent la liberté économique ont aussi un impact positif sur la croissance, le bien-être humain et la condition des femmes<sup>13</sup>.

## UNE CONDITION NÉCESSAIRE

Parce qu'elle garantit la séparation entre les pouvoirs économique et politique, la liberté économique est l'un des ingrédients de la liberté de

presse. Et bien qu'elle soit insuffisante en soi pour assurer cette dernière, la liberté économique demeure une condition nécessaire pour faire prospérer un marché des idées où chacun peut s'exprimer, ce qui est un préalable à l'exercice de nombreux autres droits et libertés.

Les institutions internationales et les organisations non gouvernementales qui déploient d'immenses efforts et ressources à cet effet devraient en prendre note, de même que les pays développés, dont les populations ont grandement profité de la libéralisation des marchés, mais où ses bienfaits, largement démontrés, sont parfois mis en doute.

## RÉFÉRENCES

1. Committee to Protect Journalists, Data and Research, Killed in 2018.
2. Sebastian Stier, « Democracy, autocracy, and the news: the impact of regime type on media freedom », *Democratization*, vol. 22, no 7, 2015, p. 1273-95.
3. James Gwartney et Robert Lawson, « The Concept and Measurement of Economic Freedom », *European Journal of Political Economy*, vol. 19, no 3, septembre 2003, p. 406-407.
4. Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, chapitre 1 – Liberté économique et liberté politique, p. 47-66, Leduc.s éditions, 2010 (1962).
5. Christian Bjørnskov, « The Hayek-Friedman hypothesis on the Press », *Journal of Institutional Economics*, vol. 14, no 4, p. 617-638; Simeon Djankov et al., « Who Owns the Media? », *The Journal of Law and Economics*, vol. 46, no 2, octobre 2003, p. 341-382.
6. James Gwartney, Robert Lawson, Joshua Hall et Ryan Murphy, *Economic Freedom of the World: 2018 Annual Report*, Institut Fraser, septembre 2018; Freedom House, *Freedom of the Press 2017: Press Freedom's Dark Horizon*, avril 2017.
7. L'indice de liberté économique de l'Institut Fraser tient compte de la taille de l'État, du système juridique et du respect des droits de propriété, de la qualité de la monnaie, de la liberté du commerce international et de la réglementation. L'indice de liberté de la presse tient compte des contextes politique, économique et juridique qui influencent le travail des journalistes.
8. Voir le classement complet sur le site Web de l'IEDM.
9. Le Canada se trouve au 13<sup>e</sup> rang dans notre classement regroupant les 162 pays pour lesquels des données sont disponibles dans les deux indices.
10. L'exception est la Barbade, une île comptant une population d'environ 300 000 habitants.
11. Voir le classement complet sur le site Web de l'IEDM.
12. *Idem*.
13. Marie-Josée Loiselle et Pascale Déry, « La liberté économique et le bien-être des femmes dans le monde », *Le Point*, IEDM, 4 mars 2016; Yanick Labrie et Bradley Doucet, « La liberté économique améliore le bien-être humain », Note économique, IEDM, 12 février 2015; Ariel R. Belasen et Roger W. Hafer, « Do Changes in Economic Freedom Affect Well-Being? », *Journal of Regional Analysis & Policy*, vol. 43, no 1, 2013, p. 56-63; Niclas Berggren, « The Benefits of Economic Freedom: A Survey », *Independent Review*, vol. 8, no 2, automne 2003, p. 193-211.



Ce Point a été préparé par **Kevin Brookes**, chercheur associé à l'IEDM, et **Patrick Déry**, analyste senior en politiques publiques à l'IEDM.

L'IEDM est un think tank indépendant sur les politiques publiques. Par ses publications et ses interventions, l'IEDM alimente le débat sur les politiques publiques au Québec et à travers le Canada en proposant des réformes fondées sur les principes de l'économie de marché et de l'entrepreneuriat. Il n'accepte aucun financement gouvernemental.

IEDM 910, rue Peel, bureau 600, Montréal QC H3C 2H8 - T 514.273.0969 F 514.273.2581 [iedm.org](http://iedm.org)